

H-France Review Vol. 16 (September 2016), No. 193

Marianne Blanchard, *Les écoles supérieures de commerce. Sociohistoire d'une entreprise éducative en France*. Paris : Classiques Garnier, 2015. 411 pp. 39.00€. (pb). ISBN 10: 281243699.

Compte-rendu par Marianne Thivend, Université Lumière Lyon 2--LARHRA.

Si les écoles supérieures de commerce (ESC) prennent place régulièrement dans les colonnes de la presse éducative et économique, elles demeurent en revanche des objets flous, mal identifiés par une recherche encore peu étoffée en histoire ou en sociologie. Et, quand elle existe, elle reste très largement focalisée sur les plus visibles et les plus prestigieuses d'entre elles, en grande partie « parisiennes » que sont HEC, l'ESSEC, l'ESCP. L'objet de cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat en sociologie soutenue en 2012, est justement de s'intéresser aux écoles supérieures de commerce de rang moyen, plus « banales », situées hors région parisienne, des écoles privées reconnues par l'Etat, recrutant notamment à partir des classes préparatoires et liées de manière plus ou moins étroite aux chambres de commerce locales.

Retraçant minutieusement le développement de ces écoles sur plus d'un siècle, l'ouvrage fera date aussi bien dans le domaine de l'histoire de l'enseignement supérieur en France et de la formation des élites, que dans celui plus large de l'histoire de la scolarisation et de la construction du système scolaire. Car Marianne Blanchard y déconstruit de manière très claire et convaincante l'idée selon laquelle l'essor et la montée en « prestige » de ces écoles serait mécaniquement due à une adaptation quasi naturelle de l'offre avec la demande, les écoles se transformant pour répondre aux souhaits des familles et étudiant.es à la recherche d'un bon diplôme et des entreprises en quête des meilleur.es diplômé.es. A rebours de cette idée, et suivant la voie tracée par Jean-Pierre Briand et Jean-Michel Chapoulie[1] pour qui, à l'appui de leurs travaux sur l'essor de la scolarisation post-obligatoire aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, l'offre institutionnelle détermine la demande sociale et non l'inverse, l'auteure s'intéresse donc au processus séculaire de « co-construction » entre, d'une part les évolutions du marché du travail et des milieux économiques, et d'autre part les logiques d'action et les intérêts propres des établissements d'enseignement commercial. L'autre aspect original de cette démarche est de s'interroger sur ce qui fait une « grande école », à rechercher du côté du « statut » beaucoup plus que de celui des caractéristiques légales ou formelles. Comment les ESC, d'écoles locales peu « réputées » au début du 20<sup>e</sup> siècle, ont-elles construit leur « valeur » et leur légitimité pour se classer en ce début de 21<sup>e</sup> siècle au sein des « grandes » écoles ?

Ces questionnements ont orienté la sociologue vers une démarche socio-historique, afin de saisir, sur une période longue allant de la création des écoles à la fin du 19<sup>e</sup> siècle aux années 2010, la permanence ou les ruptures véritables cachées derrière le flux des discours des acteurs vantant les changements qu'ont connues leurs écoles. De même, contre une vision trop homogénéisante du groupe des ESC, l'auteure se place à un niveau méso d'analyse, pour mieux comparer les écoles les unes par rapport aux autres et dans leurs relations d'interdépendance. L'auteure a donc eu recours à des archives variées, celles classiques de l'historien.ne d'une part : archives de l'Education nationale, archives des écoles (mais très inégalement conservées selon les périodes), presse éducative et économique, journaux d'associations de diplômé.es. D'autre part, la sociologue a mené une série d'entretiens auprès de directeurs d'écoles, d'enseignants et de journalistes spécialisés.

Le choix d'une période longue imposait un plan chronologique pour décrire l'essor des ESC, et chacune des trois grandes périodes dégagées alors démontre à chaque fois une modalité particulière de leur développement, en lien avec l'évolution de leur recrutement.

Dans la première partie, l'auteure s'attache à expliquer comment les petites écoles de province, créées à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, se sont progressivement hissées au rang de « grandes écoles », essentiellement lors des profondes transformations de leur organisation entreprises dans les années 1960-1970. Ainsi, confrontées à la concurrence des universités qui développent leurs propres formations à la gestion, et profitant de la croissance forte des effectifs de l'enseignement supérieur, les ESC alors dénommées ESCAE, soit un groupe très disparate d'écoles (17 en 1965 scolarisant 5600 étudiant.es), utilisent le levier du recrutement--ici l'élévation du niveau du concours--pour accroître leur capital académique. Elles jouent aussi des transformations économiques en cours pour conquérir leur légitimité au sein de ces mêmes milieux et apparaître désormais comme des écoles indispensables pour fournir non plus des commerçants mais des cadres, formés au marketing et au management, que les entreprises réclament.

La seconde partie examine, pour la période 1979-1998, les effets des logiques de « marché » sur les écoles de commerce. Dans un contexte de concurrence accrue, les dynamiques de différenciation au sein du groupe des ESC s'accroissent, renforçant la hiérarchisation au sein du groupe et sa segmentation en « niches » de formation. Pour asseoir leur prestige et entrer dans la cour des « grandes », les ESC suivent en effet une logique de sélection : elles s'alignent sur le modèle des grandes écoles avec l'instauration des deux années de classes préparatoires, ce qui fragilise en retour leur recrutement, et pose d'importants problèmes financiers (les frais d'inscription constituant une bonne part de leurs budgets). Ce positionnement montre alors bien à quel point la recherche de légitimité prime sur le souci d'efficacité d'organisation ou de production. Et pour survivre, les écoles entrent ensuite dans une autre logique, contradictoire à la première, de croissance des effectifs, en s'ouvrant à des recrutements parallèles et en développant de nouveaux programmes de formation, mais ce au risque de perdre leur statut.

Enfin, la troisième partie, fondée plus largement sur les témoignages d'acteurs, tente de saisir cet « objet glissant » que constituent les ESC lors de leurs plus récents développements jusqu'en 2010, quand de « nouvelles règles du jeu » se mettent en place et entraînent une redéfinition de ce qui fait « grande école » : l'internationalisation ? la classe prépa en deux ans ? le développement de la recherche ? la proximité avec les entreprises ? L'émergence des instances d'évaluation (Etat, agences internationales d'accréditation, classements dans la presse), avec un effacement toutefois net de l'Etat face aux deux autres, participe alors à ce travail de redéfinition. Le prestige est consolidé par un développement des activités de recherche, avec l'embauche d'enseignant.es « chercheur.es » soumis désormais au « publish or perish ». Ce modèle comptable de la recherche, qui n'est absolument pas critiqué par les écoles en quête de légitimité académique, et renforce les effets de domination à l'intérieur du groupe tant le coût de la recherche est élevé, amène à s'interroger, avec les autres transformations organisationnelles en cours, sur « l'exemplarité » des ESC. Longtemps « cas à part » au sein de l'enseignement supérieur, du fait de leur caractère privé et de leur dépendance financière liée au recrutement, elles sont ainsi devenues des « modèles à suivre » du point de vue pédagogique et organisationnel.

L'argumentation de l'auteure est d'une grande fermeté, construite à partir d'un va-et-vient constant entre les apports théoriques issus de la sociologie du système éducatif (et aussi de la sociologie des organisations et des institutions) et les résultats de la recherche empirique. Dans cet ensemble foisonnant, l'historien.ne de l'éducation peut être particulièrement attentif/ve au traitement de la notion de « marché scolaire », ce lieu de rencontre entre l'offre et la demande d'enseignement. Qu'il s'agisse de l'étude des « lieux » du marché (ici les classements de la presse par exemple), du rôle de l'Etat dans la construction de ces marchés, ou bien de la perception du marché par les acteurs eux-mêmes, l'approche

est très stimulante pour qui veut penser l'historicité de cette notion, qui peut d'ailleurs aussi s'appliquer à d'autres types d'écoles, pas forcément « élitistes » (ainsi songe-t-on aux relations entre public/privé dans le champ de l'enseignement technique et professionnel).

Marianne Blanchard montre à quel point la « présentation de soi » est alors fondamentale pour construire sa place sur le marché symbolique du statut, et que cette présentation n'existe que par rapport aux autres établissements de l'enseignement supérieur, et entre écoles de commerce : au sein du groupe des ESC, sont relevés de notables effets de mimétisme, les écoles cherchant à imiter les écoles les plus prestigieuses, HEC en tête, à dénigrer et à s'éloigner des moins prestigieuses (que l'on ne perçoit toutefois qu'en creux). Par exemple, quand l'ESSEC contribue à lancer le débat sur « l'ouverture sociale » du recrutement des grandes écoles, en proposant en 2003 un tutorat sur 3 ans aux bacheliers, les autres écoles en font un modèle d'action à suivre, valorisant la recherche de la diversité sociale pour leur propre recrutement, mais sans que la réalité statistique ne vienne vraiment confirmer les résultats en la matière. Une question toutefois aurait pu être creusée concernant la structuration du marché des grandes écoles, celui du rôle joué par le genre dans cette structuration. Si l'auteure décrit très bien le mouvement de féminisation des ESC/ESCAE qui se produit dans les années 1970, notamment initié par l'ouverture aux filles des écoles parisiennes (et la fermeture de HEC-JF en 1973), et responsable de la hausse des effectifs des écoles lors de cette période, on aimerait en savoir plus sur les positionnements des responsables d'écoles vis à vis de ce phénomène : ce dernier a-t-il produit des discours chargés de battre en brèche l'idée selon laquelle la féminisation d'une filière irait de paire avec sa dévalorisation et déclin ?

Adoptant une échelle méso pour mieux saisir les interactions entre établissements pris dans des relations de concurrence et/ou de coopération, l'ouvrage n'en délaisse pas moins les acteurs de terrain, directeurs d'ESC, enseignants..., dont les origines sociales, parcours scolaires et professionnels sont pour certains minutieusement retracés. Toutefois, on ne sait pas dans quelle mesure ces biographies influencent ou pas les politiques d'établissement qu'ils mettent en œuvre. Par ailleurs, les enseignants des ESC n'apparaissent vraiment dans l'analyse que lors de la phase de recrutement massif des enseignants « chercheur.es » de la décennie 2000. Tout au long de la période étudiée, les profils des enseignants praticien.nes / professionnel.les mériteraient d'être étudiés, même s'ils ne représentent pas d'enjeux en terme de recrutement et de visibilité sur le marché scolaire.

Ces remarques mineures n'enlèvent rien à la grande qualité du travail de Marianne Blanchard, qui apporte une contribution stimulante à l'histoire de la construction de l'offre d'école, appréhendée par ses facteurs institutionnels, entre enjeux symboliques, légaux et matériels.

#### NOTE

[1] Jean-Pierre Briand, Jean-Michel Chapoulie, *Les collèges du peuple. L'enseignement primaire supérieur et le développement de la scolarisation prolongée sous la Troisième République* (Paris : INRP-CNRS, 1992); Jean-Michel Chapoulie, *L'École d'Etat conquiert la France. Deux siècles de politique scolaire* (Rennes : PUR, 2010).

Marianne Thivend  
Université Lumière Lyon 2--LARHRA  
[marianne.thivend@univ-lyon2.fr](mailto:marianne.thivend@univ-lyon2.fr)

Copyright © 2016 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of

---

more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172